

# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n°94 FEV.82 / 3ff./30fb./2fs./0.70 cts. Can.

## est-ouest: la perspective est la même CRISE ET GUERRE OU REVOLUTION

■ Tout le développement de la situation internationale, sous ses aspects économiques, militaires et sociaux font des pays dits "développés", en particulier l'Europe, le centre de gravité où se dessine et se joue l'avenir de la situation internationale.

Pourtant aucun des "combats" qui tiennent le devant de la scène n'offre une réponse aux enjeux historiques que contient la situation mondiale, où crise et perspective de guerre forment un couple indissociable.

Ces combats qui sont présentés comme les combats du moment sont : "la démocratie en Pologne", le "pacifisme" ainsi qu'une vague "lutte contre l'austérité".

-Le "pacifisme" est incapable de s'opposer aux politiques de sur-arme-

ment, préparation pratique de la guerre, qui se négocient en ce moment à Genève.

-le "soutien au peuple polonais" montre son impuissance à faire desserrer l'étau policier et militaire qui s'est resserré et abattu sur la classe ouvrière en Pologne. Le seul résultat de ce mouvement de "solidarité" est d'assister impuissant au spectacle de la répression.

-les luttes contre "l'austérité" animées par la gauche et les syndicats depuis des années ne l'ont pas empêchée de s'imposer chaque jour plus, mais lui ont au contraire préparé le terrain.

Non seulement le "pacifisme", la lutte syndicale "contre l'austérité" ou pour "la démocratie dans les pays de l'Est" sont impuissants à changer le cours des choses, mais ce sont de

faux combats par rapport à des questions qui deviennent elles beaucoup plus concrètes. Les questions de la crise, de la guerre, de l'unité et de la solidarité de la classe ouvrière internationale.

ICI, PAS D'ILLUSIONS!

-On ne peut lutter contre la perspective de guerre sans lutter contre le capitalisme, l'exploitation et la division du monde en nations et blocs, cela à l'Est comme à l'Ouest.

-Ni les ouvriers polonais, ni les ouvriers hongrois, roumains, tchèques... n'accéderont à la "démocratie" et à "l'abondance économique", alors que les pays les plus développés de l'Ouest comme la RFA et les USA plongent eux-mêmes dans la récession économique généralisée. Cela, les dirigeants des

pays de l'Est et de l'Ouest, Brejnev et Jaruzelski, Mitterrand et Reagan, le savent très bien. Les dirigeants syndicaux aussi, de Walesa à Krasucki.

Au sein du système mondial, le point de ralliement qu'offre le capitalisme à la classe ouvrière et à la majorité immense des populations mondiales, c'est la crise économique mondiale et le poids totalitaire de plus en plus lourd de l'Etat, et non pas "l'abondance", la "liberté" dans la "démocratie".

Ce à quoi on assiste aujourd'hui, ce n'est pas à l'échec du "communisme" et à la crise du "libéralisme", mais à la crise mondiale du capitalisme.

Toute la pourriture du pseudo-communisme des pays de l'Est ne peut cacher la dégringolade des pays de l'Ouest. De la même manière, la dénonciation de l'infamie des staliniens français qui soutiennent Jaruzelski ouvertement ne doit pas servir d'encensoir à la pseudo solidarité des sociaux démocrates comme Mitterrand ou de la droite style Reagan.

Demander à la classe ouvrière en Pologne de se battre pour une vague perspective de "démocratie" derrière "solidarité" avec l'appui de Mitterrand et Reagan est criminel. Le combat à mener est ici en Europe où toutes les forces et tous les enjeux se concentrent.

Si le prolétariat en occident reprend le flambeau de la lutte des ouvriers en Pologne, alors oui les ouvriers polonais pourront trouver les forces de reprendre la lutte et derrière eux tous les ouvriers des pays de l'Est.

Dans d'autres conditions historiques, la lutte des ouvriers en Pologne pour leur émancipation aurait pu être matée, écrasée sans conséquence immédiate et le capitalisme mondial aurait continué son chemin. Comme après la Commune de Paris.

Suite page 5



## UN EMBLEME OUVRIER POUR UNE PRATIQUE QUI NE L'EST PAS

Les luttes des prolétaires se sont constamment heurtées ces dernières années à l'action des syndicats, qui n'ont cessé de les enfermer dans le cadre même de la concurrence capitaliste, dans le cadre de la défense de l'usine, de la corporation, de la région et, en dernière instance, de la nation.

Tout le travail anti-ouvrier des syndicats comme de l'ensemble de la gauche est de faire avaler aux ouvriers les pilules amères de la crise, de neutraliser la riposte prolétarienne aux mesures anti-ouvrières de l'Etat.

Les syndicats -et en première ligne la CFDT et la CGIL- se sont jetés comme des vautours sur la répression des ouvriers polonais pour tenter de redorer le blason terni du syndicalisme en mettant en avant le syndicat Solidarnosc comme le représentant héroïque de la lutte ouvrière en Pologne.

Derrière cela, l'illusion d'un "nouveau syndicalisme", l'image d'un "syndicalisme moins pourri qu'en occident", bref l'idée que lutte et syndicalisme sont conciliables, a pu se former chez certains prolétaires. Ce n'est pas la réalité.

moment le plus fort de la lutte ouvrière en Pologne, au moment où les ouvriers sont amenés d'emblée à lutter pour leurs conditions de vie et posent la question de leur émancipation.

Ils savent dès ce moment qu'ils ne peuvent pas composer avec l'appareil d'Etat, que leurs intérêts sont inconciliables avec ceux de l'Etat.

Ils ne font aucune confiance aux promesses de "démocratisation" de l'Etat car ils ont avec eux l'expérience de 1956, 1970 et 1976 où les Gomulka et les Gierak ont réussi à les duper par de telles promesses. La question est pour eux d'IMPOSER UN

RAPPORT DE FORCES à cet Etat qui pose la nécessité de s'organiser de manière autonome et unitaire.

Pour cela, les ouvriers ne s'organisent pas en syndicats mais, au contraire, une de leurs premières revendications est la dissolution des syndicats existants, des syndicats officiels. Le mouvement de grève de masse s'organise de façon coordonnée au-delà des barrières des entreprises et des villes. Toute la force mobilisée de la classe s'exprime dans l'assemblée générale où le pouvoir de décision est entre les mains de tous. C'est l'assem-

Suite page 3

■ Nombreux sont ceux qui, intoxiqués par le battage fait autour de "Solidarność", croient voir dans la lutte ouvrière qui s'est déroulée depuis un an et demi en Pologne, une lutte pour le syndicalisme libre et la démocratie, et pensent que l'existence et l'action de "Solidarność" ont correspondu avec l'expression et la forme d'organisation de cette lutte.

C'EST FAUX. Et ce sont les faits qui démentent cette vision : "Les faits sont têtus", disait Lénine.

C'est en août 1980 que l'on voit le

### sommaire

Le show des nationalisations... p.2

L'internationalisme prolétarien... p.2

Pas de solidarité sans lutte, ni de lutte sans solidarité... p.4

Polémique avec le PCI ; Pologne et parti... p.5

Le mythe de "l'Aristocratie ouvrière"... p.6

Le capitalisme parle de paix et de désarmement pour renforcer sa machine de guerre... p.8

# le show des nationalisations

■ Au temps où il était candidat à la présidence de la République, Mitterrand avait déclaré : "La France ne comptera pas deux millions de chômeurs, je m'y engage". La France compte aujourd'hui plus de deux millions de chômeurs. L'inflation de son côté se porte très bien : 14 % en 1981. Le record de 1974 (13,6 %) est battu ! Pour les salaires également, la gauche au pouvoir se distingue : le 29 janvier, Raymond Barre, devant un aréopage de patrons européens, la félicite pour sa politique de "modération salariale directement inspirée de la politique (qu'il a lui-même) menée". Grand battage sur la réduction du temps de travail : désormais on travaillera 39h alors que les 40h étaient en principe acquises depuis 45 ans !

Devant un tel bilan social, il est normal que "l'état de grâce" commence à avoir du plomb dans l'aile et que les récentes législatives partielles aient été l'occasion d'une quadruple veste pour la "majorité". Un des grands soucis de la gauche a toujours été de ne pas "désespérer Billancourt". Or il semble bien justement que Billancourt et beaucoup d'autres secteurs de la classe ouvrière en France, commencent à désespérer. Face à cette situation, les politiciens qui nous gouvernent se sont souvenus de la vieille recette des empereurs romains pour tenir les exploités : "Du pain et du cirque". Mais comme il y a de moins en moins de pain à donner, il faut faire de plus en plus de cirque. Et de ce côté-là, nous sommes gâtés en ce moment : avec l'affaire des nationalisations nous avons droit à du grand spectacle avec effets dramatiques, rebondissements inattendus, suspense et roulements de tambour. Il y a déjà un bon moment que le spectacle est commencé : en fait, ses débuts remontent à des décennies avec comme "moment fort" les lendemains de la seconde guerre mondiale. A cette époque, la gauche, au sein des gouvernements "d'Union nationale", a fait

accepter au prolétariat d'Europe les plus cruels sacrifices au nom de la "reconstruction nationale" et de ces "formidables acquis ouvriers" qu'on faisait des nationalisations.

En France, on a relancé avec force le spectacle en 1972 : le "Programme Commun" de la gauche faisait de ces mesures une de ses pierres angulaires. La rupture de celui-ci en 1977 s'était faite précisément sur ce même thème : le PCF accusant le PS de "faire le jeu du capitalisme" parce qu'il ne voulait pas nationaliser les filiales des groupes industriels concernés.

Depuis le 10 mai, la gauche a recommencé à faire beaucoup de bruit là-dessus : c'était bien la seule mesure spectaculaire qui pouvait donner une illusion de "changement" avec le régime giscardien. L'ensemble de la bourgeoisie s'est partagé le travail pour faire croire que les nationalisations étaient bien des "mesures anticapitalistes". Tout le monde a été mis à contribution même les sous-fifres comme ce député socialiste, Berson, qui, en octobre a provoqué un petit scandale en affirmant que les députés de droite étaient contre les nationalisations parce qu'ils étaient personnellement liés aux "grandes familles" capitalistes.

En même temps, le gouvernement se lançait avec fracas dans une opération "d'assainissement" dans les grandes banques d'affaires (notamment "Paribas") et faisait inculper quelques capitalistes exemplaires pour exportation illicite de capitaux (encore un coup de ce "grand capital apatride" ennemi de "l'intérêt national" !).

Mais toutes les déclarations des hommes de gauche et gauchistes pour présenter les nationalisations comme des "conquêtes anti-capitalistes" n'auraient eu de véritable efficacité sans la contribution déterminée de la droite.

Au cirque, le clown vedette, est tou-

jours accompagné d'un faire-valoir. Le show sur les nationalisations n'a pas manqué à la tradition.

A l'assemblée, la droite fait traîner les débats autant que possible alors qu'elle sait pertinemment que la loi sera votée. Lorsque Berson fait sa sortie, elle participe au sketch : on entend même un député RPR parler de "coup de poing dans la gueule".

Quand la loi a été votée, c'est le "Conseil Constitutionnel", composé de dignitaires de la droite qui, le 16 janvier, a relancé le spectacle : "les capitalistes ne sont pas assez indemnisés ! Voyez comme la gauche est radicale !".

Du côté de la gauche, on pousse de nouveaux de grands cris. Le gouvernement, évidemment, reste calme : il ne peut pas enfreindre la loi, voyez-vous ! Mais les partis de la majorité tapent sur la grosse caisse et donnent du clairon : Haro sur le Conseil Constitutionnel ! il faut lui faire un sort !.

L'humanité titre "les grandes fortunes doivent payer". Elle aligne en première page le portrait de quatre grands capitalistes (dont Edmond de Rothschild symbole s'il en est), avec dessous, la somme qu'ils vont recevoir conformément à la décision du Conseil Constitutionnel. Quant au parti socialiste, il fait aussi des siennes : il se paye le petit frisson de la désobéissance en contestant la procédure de vote de la nouvelle loi de nationalisation proposée par le gouvernement. La presse titre sur le "conflit" entre Mauroy et les députés de son parti : encore un peu de cinéma (sur le fond, tout le monde est d'accord) et finalement tout rentre dans l'ordre.

Avec cette question des nationalisations, la bourgeoisie nous a donné un nouvel exemple de sa méthode de gouvernement et de mystification des exploités.

C'est vrai qu'il existe des conflits d'intérêt entre les secteurs de droite

et les secteurs de gauche de la classe dominante. C'est vrai que les secteurs de droite sont traditionnellement liés au capitalisme privé et qu'ils peuvent voir d'un mauvais oeil les mesures d'étalement avancées par la gauche. Mais l'étalement de ces conflits, le battage que l'on fait autour d'une fonction bien précise : faire croire que la gauche défend vraiment les travailleurs.

Lorsque ce secteur de la bourgeoisie est dans l'opposition, comme c'est le cas aux USA et dans la plupart des pays d'Europe occidentale, il lui est plus facile de se donner cette apparence : elle dénonce la politique d'austérité mise en oeuvre par la droite. En France, s'étant retrouvée, en partie malgré elle, au gouvernement et obligée de fait d'appliquer l'austérité, il ne lui reste comme issue que de faire un maximum de bruit sur les nationalisations. Et pour masquer la nature exclusivement bourgeoise de ces mesures (nature que nous avons mise amplement en évidence dans notre presse, (Notamment la contribution dans Révolution International n°89), la contribution de la droite avec ses protestations, lui est indispensable.

Ce que nous enseigne cet épisode de la vie politique en France, c'est que, comme partout ailleurs, le prolétariat n'affronte pas une bourgeoisie divisée. Cette classe est parfaitement capable, face à la menace ouvrière de faire taire ses conflits internes, ou de les faire passer au second plan, y compris quand elle les exhibe pour mieux détourner les travailleurs et les détourner du chemin de la lutte de classe.

C'est un tel ennemi que doit s'apprêter à combattre la classe ouvrière. Un ennemi sous toutes ses formes : gouvernements de gauche et de droite, capital privé et étatisé, patrons et syndicats dits "ouvriers".

F.M

## L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

■ L'expérience des combats ouvriers en Pologne confirme une fois de plus que la lutte du prolétariat pour son émancipation ne peut pas se confiner aux limites des frontières nationales. La crise du capitalisme est une crise mondiale et les conditions de son dépassement ne peuvent avoir que le MONDE ENTIER pour théâtre.

Cette idée-là, les révolutionnaires communistes ne l'ont pas "inventée" de toutes pièces pour répondre au cas précis de la Pologne. Depuis le "Manifeste Communiste" de 1848, la nécessité de l'unité internationale des ouvriers par delà les frontières de la bourgeoisie a été clairement affirmée. Depuis, la défense de l'internationalisme prolétarien, de l'idée "les ouvriers n'ont pas de patrie", a toujours été la principale ligne de démarcation déterminant la nature de classe d'une organisation. Depuis l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, qui a mis à l'ordre du jour la possibilité et la nécessité de la révolution prolétarienne mondiale, tous les partis ouvriers qui sont passés dans le camp de la bourgeoisie ont signé leur trahison par l'abandon de la défense de l'internationalisme prolétarien.

Au cours de ce siècle la bourgeoisie a réussi à empêcher tout développement révolutionnaire des luttes ouvrières en CONFINANT TOUJOURS LES LUTTES DANS UN CADRE NATIONAL, CADRE DANS LEQUEL IL LUI A TOUJOURS ETE AISE DE LES EURASER.

Les trois plus grandes défaites prolétariennes du 20<sup>ème</sup> siècle, qui nous valent d'être toujours dans la barbarie capitaliste, sont principalement imputables à la perte par la classe de sa conscience de classe INTERNATIONALE :

### la première guerre mondiale

Dans les années précédant la 1<sup>ère</sup> guerre, la 2<sup>ème</sup> Internationale ouvrière qui regroupait les partis socialistes des différents pays, jouissait d'un énorme prestige auprès des ouvriers européens. Ce prestige, elle le devait, entre autres, à ses discours pacifistes qui apparaissaient comme une défense de l'internationalisme prolétarien :

"Si la bourgeoisie déclare la guerre, nous appellerons à une grève générale pour l'empêcher". Mais, dans les faits, la 2<sup>ème</sup> Internationale a été gagnée par les pratiques parlementaires et syndicales qui lui avaient permis d'obtenir de grandes réformes dans le cadre national. Ainsi, au moment de prendre position sur le déclenchement de la guerre, les partis socialistes abandonnent la solidarité de classe pour la solidarité avec sa propre bourgeoisie. 14 millions de morts pour l'impérialisme.

### le mouvement révolutionnaire met fin à la guerre mais est tué par la "paix bourgeoise"

Après la trahison de la 2<sup>ème</sup> Internationale, le flambeau de l'internationalisme est repris par les organisations communistes qui, contre la guerre impérialiste, réaffirment la défense de l'internationalisme prolétarien.

En octobre 1917, la révolution ouvrière russe lance au prolétariat mondial un appel à "transformer la guerre impérialiste en guerre civile" et se proclame comme "le premier pas de la révolution mondiale".

En novembre 1918 cet appel trouve un écho dans le prolétariat allemand qui, à la suite de la révolte des marins du port de Kiel, se lance dans un mouvement de grèves de masse qui embrase en quelques jours l'Allemagne entière. C'est le plus haut moment de la première vague révolutionnaire de l'histoire : LA LUTTE OUVRIERE SE GENERALISE PAR DELA LES FRONTIERES, montrant, dans la pratique, la possibilité d'une union internationale des ouvriers contre la bourgeoisie. Ce début d'internationalisation des luttes produit une telle panique dans la bourgeoisie qu'en DEUX JOURS elle cède à la principale revendication du mouvement de lutte : la paix. Le 9 novembre 1918 les mouvements de révolte éclatent à Kiel, le 11 novembre l'amistice est signée.

Mais cette tentative d'internationalisation est tuée dans l'oeuf par la bourgeoisie qui profite de la situation de grande faiblesse dans laquelle a été

mis le prolétariat international par la trahison des partis socialistes. Celui-ci se trouve en effet :

- . politiquement désorienté et divisé par la récente trahison de ses partis,
- . géographiquement isolé, divisé, enfoncé dans le cadre des frontières nationales que la bourgeoisie renforce particulièrement en état de guerre,
- . physiquement décimé par quatre années de guerre.

Ainsi a été mis fin à tout espoir de survie de la révolution russe qui, comme l'a écrit Rosa Luxemburg, ne pouvait, tant qu'elle restait dans le cadre de la Russie, que poser le problème de la révolution, mais non pas le résoudre.

### la théorie du socialisme en un seul pays

Le troisième grand coup qui a atteint la conscience internationaliste du prolétariat a été porté par la dégénérescence de la révolution russe qui a donné naissance au stalinisme. Après la défaite de la révolution allemande, les révolutionnaires russes gardent encore l'espoir d'un ressurgissement révolutionnaire dans d'autres pays et préconisent la nécessité de "tenir bon", de "défendre le bastion prolétarien, en l'attendant. Mais la révolution ne s'étend pas et le "bastion prolétarien" se transforme rapidement en la monstruosité qu'il est devenu : le premier pays à régime "capitaliste d'Etat". Se servant du prestige de la révolution de 17, l'Etat russe arrive à mettre en place un système d'exploitation concentrationnaire qui devient une caricature des horreurs du capitalisme "classique". Le parti bolchévique, naguère avant-garde du prolétariat, devient un parti de bureaucrates gestionnaires du capital russe et son fleuron Staline proclame à la face du monde que "le socialisme est possible dans un seul pays". La preuve : l'URSS.

C'est à cette terrible défaite du prolétariat et à l'utilisation qu'en a fait la bourgeoisie mondiale, que nous devons le fait que, aujourd'hui encore, les termes "communisme", "internationalisme prolétarien", "dictature du prolétariat", "marxisme",

signifient, pour l'immense majorité des gens, exactement le contraire de leur signification d'origine.

Aujourd'hui, la crise économique mondiale, la menace de destruction totale que le capitalisme fait peser sur toute l'humanité, mettent à l'ordre du jour la nécessité de redonner leur vrai contenu à ces termes, et c'est la pratique de la lutte de classe qui s'en chargera. La lutte des ouvriers en Pologne a déjà commencé à le faire en portant un coup mortel au mythe selon lequel les Etats de l'Est sont des Etats "ouvriers".

Le groupe "INTERNATIONALISME" (1) écrivait, en octobre 1948 :

"Ce n'est que lorsqu'au travers des cataclysmes sanglants qui jalonnent la phase du capitalisme d'Etat, le prolétariat aura saisi tout l'abîme qui sépare le socialisme libérateur du monstrueux régime étatique actuel (stalinien), quand il se manifestera en son sein une tendance croissante à se détacher de cette idéologie qui l'emprisonne et l'annihile, que la voie sera à nouveau ouverte à "l'organisation du prolétariat en classe, donc en parti politique".

En d'autres termes : tant que le mythe des "pays capitalistes d'Etat = pays socialistes" continuera à peser sur la tête des ouvriers, il ne peut être question d'ouverture d'une nouvelle vague révolutionnaire.

Aujourd'hui, la fin du mythe des "pays socialistes" doit préparer le prochain pas pratique de la lutte de classe : la lutte solidaire des ouvriers par delà les frontières et par delà les blocs impérialistes.

T.L.

(1) Le groupe "Internationalisme" a existé entre 1942 et 1952, défendant les positions de la "gauche communiste" (fractions exclues de la 3<sup>ème</sup> Internationale qui ont, à leur tour, repris le flambeau de la défense de l'internationalisme prolétarien). La citation provient de l'article : "Sur la nature et la fonction du parti politique du prolétariat", publié dans le Bulletin d'étude et de discussion de R.I., n° 6 (1974).



# UN EMBLEME OUVRIER POUR UNE PRATIQUE QUI NE L'EST PAS

Suite de la page 1

blée générale, comme force agissante de la classe, qui nomme et peut révoquer à tout moment ses délégués au comité de grève (MKS), étroitement contrôlé, qui est l'organe exécutif centralisé des orientations et des décisions de l'assemblée. Aux questions de l'usine, les ouvriers ont installé des micros et tous les débats se déroulent à travers des haut-parleurs. La classe ouvrière est alors une force capable de faire reculer l'Etat.

## pourquoi Solidarnosc a été créé

La satisfaction, même partielle, des intérêts immédiats et vitaux des ouvriers polonais que ce soit leur liberté de mouvement ou la satisfaction de leurs revendications minimum, sur le temps de travail, le salaire, l'approvisionnement, l'Etat polonais ne peut les tolérer et s'avère incapable de les satisfaire. L'Etat polonais ne vit que du soutien militaire des autres pays de l'Est et du soutien économique du bloc occidental.

Même la satisfaction des besoins élémentaires dépendent des autres Etats des pays de l'Est et de l'Ouest. A elle seule la classe ouvrière en Pologne ne pourrait faire plier toute la bourgeoisie mondiale et lui faire consacrer le prix de ses canons à satisfaire les revendications des ouvriers polonais.

Le mouvement de la classe ouvrière en Pologne qui est allé jusqu'à la limite des problèmes que cette fraction du prolétariat mondial pouvait poser ne pouvait que refluer s'il n'était pas relayé par le développement international de la lutte de classe.

C'est sur la base d'un reflux du mouvement réel de la classe ouvrière, que Solidarnosc, accélérant la dis-

Le seul rapport envisagé avec l'Etat est clairement un rapport de force. Si on négocie avec lui, c'est pour pouvoir lui imposer le point de vue de l'assemblée ouvrière.

Ce moment de la lutte n'est pas seulement le plus vivant mais il est un pas immense dans l'expression de la force ouvrière qui dépasse tout ce que la lutte ouvrière internationale a connu depuis 50 ans.

La participation progressive des assemblées générales et asphyxiant les grèves, s'est organisé. Et c'est aussi ce reflux que Solidarnosc a accentué et consacré.

Tout le pouvoir de contrôle de la situation qu'avait réussi à préserver les ouvriers dans le MKS a été délégué, abandonné à des "spécialistes" et des "experts" de la représentation ouvrière devant l'Etat. Le syndicat prend force à mesure que la force ouvrière diminue. "Solidarnosc" a beau se targuer de compter parmi ses adhérents 95% de la classe ouvrière industrielle, l'organisation syndicale s'effectue en opposition totale avec l'organisation vivante que s'était donnée la classe en août 80. D'une part, par corporations, et d'autre part à travers des permanents qui d'ailleurs, à partir de la légalisation du syndicat en décembre 80 sont directement appointés par l'Etat. Leur tâche enfin n'est pas de négocier à partir d'un rapport de forces quelque chose en faveur des ouvriers, mais d'amener ceux-ci, au delà même des tractations secrètes avec le gouvernement contenues dans leur pratique, à composer au contraire avec l'Etat.

## comment il a agi

En prétendant trouver un terrain de conciliation possible entre les ouvriers et l'Etat, ils s'appliquent à mettre en avant une série de fausses perspectives : l'autogestion, la démocratie, l'autonomie nationale, auxquelles les ouvriers polonais sont conviés à se sacrifier.

Ceci va provoquer dans un premier temps des débordements de l'appareil syndical, ensuite sa critique, seulement ponctuelle et sporadique, et enfin la démoralisation et la démobilité ouvrière qui vont permettre le coup de force militaire.

Privé de perspectives parce qu'isolé en Pologne, c'est une contradiction tragique que vit le prolétariat, dont la combativité a continué à poser les questions qui étaient inscrites dans la dynamique de sa lutte. C'est pourquoi on a vu surgir d'abord des tentatives de débordement du syndicat. En décembre 80, face à l'emprisonnement de militants ouvriers, alors que le syndicat prônait une grève de protestations de quelques heures, les ouvriers se mobilisaient sur un terrain directement politique contre l'Etat en exigeant carrément la suppression de la milice et non pas sa syndicalisation. Dans la même période, les leaders de "Solidarnosc" ont couru d'une ville à l'autre pour briser les foyers de grève sans parvenir à rétablir la "remise en ordre" sur l'ensemble du pays. La classe ouvrière n'arrivait pas à digérer le non-respect des accords de Gdansk, ni la remise en cause des "samedis libres". Chaque fois, les "compramis" conclus in-extremis par Solidarnosc laissaient aux ouvriers un goût d'amertume et un sentiment de défaite.

Cependant, faute de perspectives ouvrières dans le cadre national, "Solidarnosc" reprend peu à peu l'initiative et le contrôle de la situation, surtout après les événements de Bydgoszcz où, à la suite d'une provocation le 19 mars (matraquage de syndicalistes par la milice) et alors que les ouvriers étaient massivement décidés à riposter par une grève générale illimitée, la commission nationale du syndicat réussit à faire reporter au 31 mars cet ordre de grève, ce qui permit au plénum du FOUP de se réunir et après une grève "de principe" de 4 heures le 27 mars, d'aboutir à un "accord" le 30 mars, signé entre Walesa entouré de quelques "experts" et les autorités gouvernementales mais "sans consultation des instances nationales du syndicat". Cet accord annulait purement et simplement l'ordre de grève générale illimitée. Derrière le débat qui surgit sur le "fonctionnement démocratique du syndicat" et la contestation autour du personnage Walesa, la mobilisation ouvrière contre l'Etat fut noyée. Après ce "coup de génie" comme le qualifiait encore Walesa lors de la réunion nationale de "Solidarnosc" à Gdansk quelques heures avant le coup de force militaire, le syndicat réussit de plus en plus à mettre en avant son cadre d'orientation : la conciliation nationale, l'autogestion, la démocratie.

Au mois d'août 81, les orientations du syndicat étaient remises en cause, mais ponctuellement par les mineurs de Silésie, les sidérurgistes de Huta-Katowice, les typographes d'Olsztyn à travers la contestation de ses principaux leaders (Walesa, Lis, Kuron) et notamment quand "Solidarnosc" veut

imposer les sacrifices des "samedis libres" sur l'autel de l'autogestion, dévoilée comme "effort pour l'économie nationale."

Mais les ouvriers dès lors n'avaient plus les forces suffisantes pour s'opposer massivement à l'Etat malgré la contre-offensive de celui-ci. Les ouvriers sont désorientés. Ils ne peuvent nullement retrouver leurs aspirations dans le "programme" ni l'activité de "Solidarnosc". Comme le reconnaissait Bujak, le président du syndicat à Varsovie, en août dernier : "Notre mouvement faiblit... Les membres du syndicat ne comprennent pas la tactique de sa direction. Je m'en suis convaincu lors d'un meeting à Ursus. C'est seulement quand j'ai dit que toutes ces actions autogestionnaires conduisaient à la prise du pouvoir que les gens ont compris et dit O.K... En ce moment, les gens attendent un programme net." Quelles que soient leurs illusions, les ouvriers savent que leur lutte n'a de sens que si elle est dirigée contre l'Etat.

"Solidarnosc" a voulu amener les ouvriers à concilier leurs intérêts avec ceux de l'économie bourgeoise, les intégrer au mythe du redressement de l'économie nationale.

Dans un bilan de l'activité syndicale, publié dix jours avant le coup de force de l'armée, les délégués régionaux constataient la faillite de cette entreprise : seulement 15 à 20% des entreprises étaient concernées ; à Lodz, il n'y avait des comités d'autogestion que dans 150 entreprises sur les 1500 existantes, à Slupsk on en restait à des "comités fondateurs". Le délégué pour la Mazovie constatait : "tant qu'il s'agissait d'élaborer des statuts, le mouvement était très vivant, et puis, quand il a fallu les mettre en pratique, le mouvement s'est un peu avachi." ; celui de

Bydgoszcz déclarait : "nous observons parmi les ouvriers un affaiblissement de la dynamique autogestionnaire, des hésitations. C'est comme si on perdait la foi en la poursuite du mouvement".

La revue "l'Alternative", animée par des intellectuels dissidents de l'Est et proches des dirigeants de "Solidarnosc" qui citaient ce bilan, devaient reconnaître : "En fait, l'extension de l'autogestion, malgré la fondation à la mi-octobre d'une fédération nationale des conseils, était grandement déterminée par la politique centrale du syndicat, ses rapports avec le pouvoir." (n°13-14, janvier-février 82).

Les orientations syndicales n'ont fait qu'enfoncer peu à peu la classe ouvrière dans la démoralisation et la démobilité. Le même article de "l'Alternative" dressait le tableau suivant à la veille du coup de force :

"Excédés et fatigués par la pénurie de biens, intoxiqués par la propagande gouvernementale et déçus par Solidarnosc, une partie non négligeable de la population commençait à aspirer à l'ordre incarné par l'armée. Un sondage effectué à la mi-novembre par les services du syndicat à Varsovie indiquait par exemple que 26% de la population soutenait les propositions de suspension du droit de grève avancées par le CC du POUP. Ce qui est énorme, au vu des sondages précédents."

La situation était bien mûre pour la répression qui s'est abattue sur le prolétariat polonais. C'est une classe démobilisée, découragée, démoralisée, par tout le lent travail de "Solidarnosc" pendant plus d'une année que la bourgeoisie a pu réprimer. Ce n'est pas le mouvement d'août 80, contre lequel la bourgeoisie n'avait pu intervenir par la force. Ce n'est pas cette force vivante qui a été défaite.

## l'opposition entre la lutte et le syndicat

Contrairement à la vision qui veut faire croire que c'est au plus fort de l'affirmation ouvrière au sein de Solidarnosc que s'est abattue la répression, ce qu'apporte l'expérience polonaise, c'est : le mouvement est fort quand il s'organise de manière autonome et unitaire contre l'Etat, comme en août 80, et c'est sur ses

limites, sur ses faiblesses que s'appuie le syndicalisme pour étouffer cette force.

Ces 18 mois de lutte ouvrière en Pologne, bien loin de consacrer l'émergence d'un syndicalisme d'un nouveau type, démontre clairement que la lutte ouvrière et le syndicalisme se situent sur des terrains antagoniques. Y.D.

## la vraie solidarité de classe

Suite de la page 4

Il ne suffit pas d'une juxtaposition de luttes pour venir à bout de la bourgeoisie, chacun dans son coin. La solidarité est une nécessité qui se pose dans la pratique même de la classe quand elle engage sa lutte. Quand les ouvriers d'une usine s'unissent à ceux d'une autre, même si leurs patrons sont différents, leur force est décuplée. Quand tous les ouvriers de tous les secteurs s'unissent contre l'Etat, la bourgeoisie recule. C'est ce qu'a montré la grève de masse en Pologne en août 80, et de façon négative, le manque d'extension de la grève de la sidérurgie en France. On peut imaginer la force qu'aurait une union des prolétaires au delà des frontières, unis contre la coalition bourgeoise.

C'est qu'en se sentant unis, les ouvriers ne luttent plus de façon aussi immédiate, ponctuelle. En menant sa grève de façon unie, la classe ouvrière en Pologne a donné de nombreux exemples de solidarité active : des ouvriers pouvaient être en grève "de solidarité" parce qu'ils concevaient leur lutte comme une lutte d'ensemble, à plus long terme, contre l'ennemi commun, et que chaque partie affaiblie était ressentie comme l'affaiblissement du tout.

La solidarité implique nécessairement un pas supplémentaire. Elle contient, elle impulse une dynamique. Encore plus, la solidarité au delà des fron-

tières. Il ne s'agit plus de lutter chacun dans son coin, avec un soutien moral les uns aux autres, mais de lutter ensemble de façon consciente, de dépasser les catégories, les races, les questions d'immigrés, non immigrés, les nations, les blocs. La solidarité ne peut plus se concevoir comme une aide à d'autres ouvriers pour qu'ils puissent survivre. Ce n'est pas en s'aidant à subsister chacun parallèlement qu'on peut développer une autre alternative à la barbarie qu'ils nous préparent. La solidarité des ouvriers doit se développer CONTRE l'ennemi commun dans le combat contre le capitalisme. Toute autre solidarité n'est que du spectacle et un danger d'égarement.

La façon dont on conçoit la solidarité est liée à cette conscience nécessaire de l'enjeu actuel. Dans chaque lutte, dans chaque grève engagée contre la situation subie par les ouvriers, à l'Est et à l'Ouest, c'est cette conscience d'une lutte plus globale qu'il faut développer. Et prendre toutes les décisions en fonction de cette perspective, selon le critère d'une unité la plus large possible de la classe ouvrière. Il faut refuser ce qui divise, mettre en avant ce qui unit, pour faire entendre au monde une autre voix que celle de la bourgeoisie.

# PAS DE SOLIDARITE SANS LUTTE PAS DE LUTTE SANS SOLIDARITE

Après avoir lutté pendant un an et demi contre une bourgeoisie réputée sans merci et prompte à la répression, les ouvriers en Pologne font face à une situation d'état de siège, de conditions de vie encore empirées (les augmentations : + de 300 %) et de répression omniprésente.

A regarder le monde à travers le miroir déformant de la presse bourgeoise, il semblerait que cette lutte engagée par le prolétariat en Pologne pour son émancipation, contre l'absurdité de conditions qui sont celles dans lesquelles vivent les ouvriers de tous les pays, que cette lutte ne rencontre qu'un pâle intérêt, comme un feuillet de routine. Ni pendant la lutte, ni maintenant, ne se sont manifestées ouvertement et de façon claire les classes ouvrières des autres pays. La seule "solidarité" dont on nous a rebattu les oreilles, c'est celle de la charité des démocrates occidentaux, envoyant des colis à la Pologne comme on envoit du lait concentré aux Biaffrais. La bourgeoisie a pris les devants, dénaturé le sens de la solidarité qui unit les exploités de ce monde.

## Le silence du prolétariat en Occident

■ En Amérique Latine, aux Indes, partout dans le tiers-monde, les ouvriers réagissent, mais se heurtent à une répression immédiate.

Dans les pays occidentaux, dans les pays les plus développés, là où la classe ouvrière est la plus forte, il n'y a pas vraiment de réaction. Alors que le chômage atteint des proportions impressionnantes, et que la perspective se fait de plus en plus sombre, la classe ouvrière y est plus silencieuse que jamais. Ainsi, Reagan a pu se permettre de licencier 13 000 aiguilleurs du ciel pour "fait de grève", sans aucune réaction; Trudeau a menacé de la même militarisation face à la grève récente des transports; Thatcher met à pied un jour par semaine, sans salaire les cheminots en grève... et sans réaction. L'année dernière, les émeutes dans les banlieues de 25 grandes villes de Grande-Bretagne se sont fait facilement réprimer, en l'absence de toute lutte des ouvriers dans les usines.

Ce n'est pas que la défense de la démocratie occidentale fasse vibrer le cœur des masses ouvrières. La faible participation aux manifestations de "solidarité" avec la Pologne dans le monde (300 personnes à New York, 3000 à Rome) indique le peu d'enthousiasme des ouvriers à défilier pour la "démocratie", comme on le leur demandait.

Mais en même temps cette méfiance reste négative. Les forces d'"opposition" de "gauche" ont toujours le monopole de l'expression soi-disant "ouvrière". La classe ouvrière ne s'affirme pas. Plus la crise semble sans solution, plus lutter, pour les ouvriers prend une autre signification. La peur du chômage, l'insécurité, se doublent d'un autre sentiment : lutter par des grèves bidons de 24 heures pour une augmentation de 2% n'a plus guère de sens face à la gravité de la situation. De plus en plus rares sont les grèves suivies d'une amélioration, même à très brève échéance, et de plus en plus mûrit la conscience que s'il s'agit de lutter, c'est à un autre niveau, en étant plus forts.

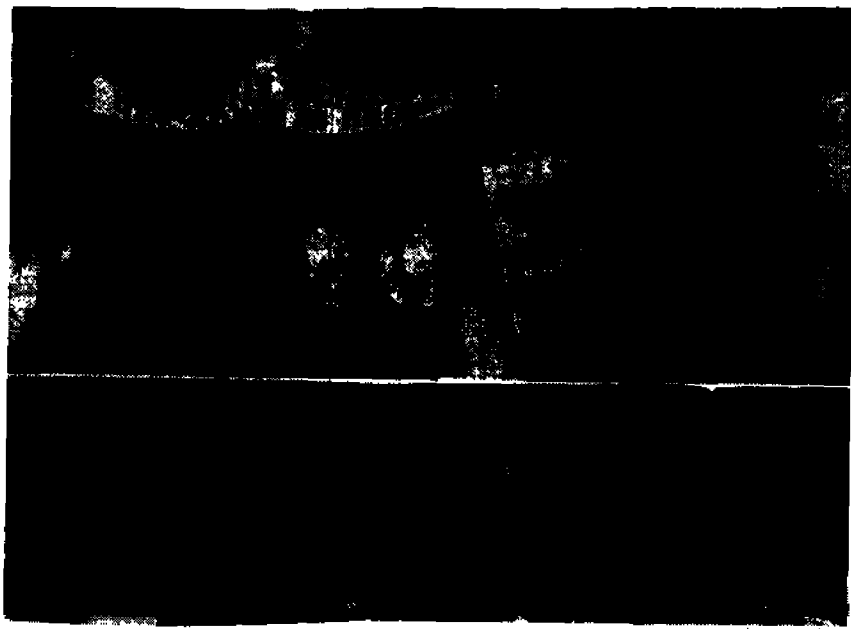
Après les tentatives des sidérurgistes en Grande-Bretagne, en France, des dockers en Hollande ou plus anciennement des camionneurs en Grande-Bretagne, les événements en Pologne ont montré la nécessité, non seulement, de dépasser la lutte par secteurs, mais aussi par nations, comme le seul pas qui puisse augmenter la force de la classe ouvrière.

L'angoisse de ce nouveau pas s'ajoute à la peur : peur du chômage, des fins de mois, de la guerre omni-présente dans les médias. Le mûrissement de cette conscience est une étape difficile, mais il ne saurait se mesurer au nombre de jours de grèves qui a effectivement subi une baisse certaine dans le bloc de l'Ouest en 81. Si le prolétariat dépasse sa peur, il sera plus fort de sa conscience de l'enjeu de la situation présente. Il pourra enfin entendre l'appel des ouvriers polonais :

"Nous sommes forts, car nous sommes ensemble. Les pistolets, les tanks, les gourdins ne sont pas des moyens

qui puissent venir à bout de toute une société unie. Ces moyens se ramènent à la peur. La peur éclate, paralyse. Voilà sur quoi ils comptent. Que vaincus par notre propre peur, nous ouvrons nous-mêmes les grilles. C'est alors qu'ils écraseront leurs bottes sur nos nuques". (MKS de Huta Lenina. Cracovic. 15.12.81)

Ceci est valable pour tous les ouvriers du monde : prendre conscience de l'enjeu, c'est-à-dire savoir que si la réaction ouvrière n'est pas à la hauteur, ce qui attend tous les ouvriers, c'est un quotidien de plus en plus noir, et la guerre au bout.



L'ignominie des stalinien qui soutiennent ouvertement la répression de Jaruzelski ne doit pas nous faire oublier l'ignominie de ces fausses solidarités "démocratiques" et "humanitaires", qui ne font que consacrer l'isolement des ouvriers polonais, et l'ordre social en occident.

Si les ouvriers, là où ils ont le plus de force, restent si silencieux, c'est aussi qu'ils ont en face d'eux la bourgeoisie la plus forte du monde. Une bourgeoisie qui dispose d'un appareil d'encadrement rodé, d'une puissance de mystification inégalée dans le monde. L'absence de solidarité manifestée lors de la répression en Pologne n'est que le résultat d'un long travail mené par la bourgeoisie des pays occidentaux avant ce coup de force. Un travail de sape où tout l'appareil de gauche, syndicats et partis est mobilisé pour contrer la conscience de la classe ouvrière, pour la rendre impuissante.

La façon dont la bourgeoisie occidentale dénature la solidarité prolétarienne avec ses dernières campagnes de "soutien au peuple polonais" n'en est qu'une illustration supplémentaire.

## La solidarité vue par la bourgeoisie

Qu'ont apporté aux prolétaires polonais les envois de colis, les manifestations pour la "démocratie à l'Est", les pétitions, les protestations diplomatiques, les lâchers de ballons et autres inventions des bourses à idées encouragées par les idéologies bourgeoises ? Ont-ils fait avancer d'un pas la lutte des ouvriers polonais, offert une perspective quelconque à l'amélioration de leur sort ? Non. Par contre, toutes ces bonnes œuvres ont servi à enterrer les ouvriers polonais dans leur coin et à démobiler le prolétariat à l'Ouest.

La vision bourgeoise de la solidarité exprimée à l'Ouest se reconnaît à un trait essentiel : c'est la soi-disant solidarité de la démocratie de l'Ouest, luttant pour les opprimés contre le totalitarisme de l'Est.

L'alternative démocratie-totalitarisme masque la réalité de l'exploitation et de la répression qui sévit partout. A l'Est, au moins, il est clair pour chacun que l'affrontement avec l'Etat est inévitable, que tout est entre ses mains. Mais chaque fois que les ouvriers sont allés un peu trop loin, à l'Ouest, ils ont goûté la même répression. Les mineurs aux USA ne voient probablement pas bien la différence subtile entre les balles démocratiques qui ont assassiné les grévistes lors de la grande lutte de 76-77 et les balles de la "dictature rouge". La crise était moins profonde, et la grève de 1968 n'allait pas, loin de là, jusqu'à la remise en cause qu'on fait les ouvriers en Pologne, et pourtant deux ouvriers sont tombés à Peugeot-Sochaux sous les balles des CRS, ces corps de répression inventés par les socialistes pour réprimer spécialement les luttes ouvrières.

C'est le seul appel international qui vienne de Pologne, et il s'adresse aux forces de répression occidentales !

La question de la solidarité ne peut être posée qu'en opposition à cette vision divisée entre Est et Ouest : c'est toute l'organisation actuelle du monde qui étale sa faillite et la guerre capitaliste vers laquelle vont l'Est et l'Ouest à la même absurdité pour les ouvriers de l'Ouest que pour ceux de l'Est. Ce n'est que sur cette prise de conscience que la solidarité peut se développer.

Si les initiatives de "solidarité" ont été totalement inefficaces pour les besoins prolétariens, elles sont par contre orchestrées et utilisées par la bourgeoisie. En prétendant être les défenseurs des ouvriers polonais, les gouvernants des Etats occidentaux prétendent être des défenseurs des ouvriers de leur pays. La propagande actuelle des classes dominantes en Occident pourraient se résumer à ceci : "Ouvriers ! Les patrons d'ici nous offrent un meilleur sort que ceux de l'Est".

## Quelle solidarité ?

Il n'y a pas de recette à la solidarité prolétarienne. Elle commence nécessairement par l'affirmation des ouvriers contre la perspective de la bourgeoisie : misère, surexploitation et guerre. Par la défense de leur vie, là où ils sont. La solidarité commence lorsque la pression ouvrière, s'exerçant sur toutes les parties de la bourgeoisie, empêche celle-ci de mener à bien ses plans : si les luttes à l'Ouest avaient été plus fortes, nul doute que la bourgeoisie occidentale aurait tout fait pour empêcher une intervention en Pologne, qui aurait comporté trop de risques.

Quand les dockers au Danemark ont fait grève, refusant de décharger un bateau polonais, contre l'avis des syndicats, ils pensaient agir dans le sens de la solidarité. Mais, aux USA, en Grande-Bretagne, ce sont les syndicats eux-mêmes qui ont organisé ce genre de boycottage de la bourgeoisie polonaise au nom de "la défense de la démocratie contre le totalitarisme".

Ce terrain n'est pas celui de la classe ouvrière. Il oppose la solidarité avec la Pologne avec la lutte pour ses conditions d'existence, là où on se trouve, alors que les deux vont dans le même sens et sont inséparables. IL N'Y A PAS DE SOLIDARITE SANS LUTTE, NI DE LUTTE SANS SOLIDARITE. Le résultat, c'est ce que peut dire Lama le n°1 de la CGT italienne : "A la base, nombreux sont ceux qui considèrent que nous ferions mieux de nous occuper de nos affaires que de nous mêler de celles de la Pologne". (Libération du 25/1/82). Et "les affaires de la Pologne" deviennent dans les slogans syndicaux celles de la "madone noire".

En Argentine, les manifestations de solidarité avec la Pologne ont été interdites : "on ne peut éviter qu'une manifestation qui parte sur la Pologne ne devienne une émeute contre les conditions de vie ici", s'excuse un dirigeant syndical argentin (Newsweek, 1/2/82). En Europe occidentale, aux USA, les manifestations de solidarité ont au contraire été encouragées, organisées, utilisées par les forces bourgeoises : la bourgeoisie a transformé ce qui devrait être un appel à la lutte en son contraire, en un moyen de détourner l'attention de la nécessité de la lutte ici.

Il faut d'abord ROMPRE avec toutes les fractions de la bourgeoisie, pour lutter pour sa vie, il faut lutter contre elle. Mais, pour ce combat, la solidarité entre les ouvriers est essentielle : parce que la bourgeoisie est unie et centralisée contre eux, et parce que les ouvriers ne peuvent trouver leur force que dans leur unité. Pour que la solidarité devienne vraiment une force de la classe ouvrière, il faut qu'elle l'affirme consciemment.

suite page 3

Pour ceux qui voient le monde de façon statique, il y a une différence entre l'Est et l'Ouest : la bourgeoisie "rouge" est encore plus profondément enfoncée dans la crise, elle n'a AUCUNE marge économique pour donner des miettes aux ouvriers et ne dispose pas d'encadrement efficace des ouvriers : sa seule réponse, à terme, c'est la force. La bourgeoisie occidentale a effectivement encore d'autres moyens : ses syndicats sont encore efficaces et elle peut encore se vanter de "survivre" en comparaison avec l'Est ou le Tiers-Monde. Tout est relatif !

Mais elle prend le même chemin, parce que la réalité économique, sociale et politique tend à prendre le même chemin : celui d'une crise que rien ne peut arrêter.

Il n'y a pas de démocratie à défendre à l'Est comme à l'Ouest dans le cadre du capitalisme. Le plus bel exemple de la confusion dans laquelle la bourgeoisie veut noyer le prolétariat est donné par Solidarnosc :

"A tous les parlements, gouvernements, à toutes les nations et aux hommes de bonne volonté qui chérissent la démocratie, la liberté et les droits ouvriers. Appuyez-vous dans notre lutte par de des protestations massives et par votre soutien moral. Ne restez pas les bras croisés à regarder la tentative d'écraser les débuts d'une démocratie en plein cœur de l'Europe. Soyez avec nous en ces moments difficiles. Solidarité avec Solidarité ! La Pologne vit encore !" (Le Monde du 10.1.82. Appel de Solidarnosc de Sczezyn).

# AVEC LES LUNETTES BORDIGUISTES LA LUTTE EN POLOGNE TIENT DU MIRACLE

■ Dans une brochure spéciale intitulée "Vive la lutte des ouvriers Polonais" et dans les n°s 350 et 351 de son journal "Le Proletaire", le PCI (bordiguiste) s'attache à dégager les enseignements de la lutte de classe en Pologne et par là-même, les raisons de son échec.

Après avoir pris connaissance de ces publications, le lecteur peut se rendre compte que pour le PCI, les raisons ou plutôt la raison fondamentale de l'échec de la lutte en Pologne, ne réside pas -comme le prétendent les "phillistins du CCI" dans son isolement sur le plan international, mais dans l'absence "d'un réseau polonais du Parti Communiste International" (bordiguiste); réseau qui aurait pu, en préparant, organisant, dirigeant le mouvement en lieu et place des courants réformistes bourgeois, sauver les ouvriers de la catastrophe.

Pour dégager cet enseignement lumineux qu'il destine plus particulièrement "aux ouvriers combattifs", le PCI développe une longue argumentation toute aussi lumineuse. Argumentation que l'on peut cependant ici résumer, citations à l'appui, en cinq points, sans craindre de déformer sa pensée profonde :

1) "Le grand mouvement des ouvriers polonais qui est parti de revendications de défense des conditions de vie, de travail et de lutte, s'est donné une organisation pour cette lutte, Solidarnosc, "organisation indépendante de l'Etat"... qui a trouvé son ossature dans une organisation préalable, lancée à l'initiative de courants politiques précis (sic)". En fait, le KOR et certains secteurs de l'Eglise qualifiés par le PCI de réformistes bourgeois.

2) "Ce grand mouvement des ouvriers polonais... par sa détermination de réaction à la crise capitaliste est devenu un facteur de crise du capitalisme na-

tional et international". "Cela a posé dans les faits... le problème du pouvoir politique".

3) Manque de chance pour les ouvriers polonais, il n'y avait pas "de parti politique marxiste pour diriger leurs organisations immédiates" (Solidarnosc) "et les transformer pour les besoins de la lutte prolétarienne en levier pour la lutte politique" contre l'Etat.

4) Aussi est-ce "tout naturellement, les courants politiques réformistes bourgeois tels le KOR qui ont assuré cette fonction de Parti". "Solidarnosc a été dotée d'une plate-forme politique... ce qui était nécessaire" mais "sur les bases et orientations du réformisme, du COMPROMIS avec l'Etat" défendus par ces courants.

5) "Le réformisme, la voie du compromis ne pouvant mener qu'au précipice", Solidarnosc n'a pu faire face au coup de force de Jarulzeski, les ouvriers non plus.

## le miracle polonais

Voilà, c'est simple, c'est clair. Il suffisait d'y penser. Des courants politiques bourgeois ont préparé pendant 4 ans le terrain du plus puissant mouvement prolétarien depuis plus d'un demi-siècle. Ils ont jeté les bases de l'organisation de combat contre la bourgeoisie dont le mouvement avait besoin. Mais ils n'ont pas su, pas pu -parce qu'ils étaient réformistes, bourgeois- doter cette organisation de la bonne plate-forme politique, le moment venu. Bref, ils ont été de mauvais dirigeants pour les ouvriers, dans une situation d'affrontement de classe qui exigeait qu'il y ait de "bons".

Cette argumentation d'une logique formelle impeccable peut satisfaire sans doute les esprits bordiguistes profondément attachés à la notion "d'invariance du marxisme", dans la

mesure où elle permet au PCI de dégager une nouvelle fois, la leçon sur "le besoin du Parti", qu'il tire invariablement de toute lutte "grandiose" au nom de la classe ouvrière. Il n'empêche, qu'au travers de cette argumentation, ce que nous révèle le PCI, c'est qu'un véritable miracle s'est accompli en Pologne. Pensez donc ! Des secteurs de la bourgeoisie -oppositional, démocratiques certes, mais bourgeois quand même-, c'est-à-dire ennemis irréductibles des ouvriers ont, pendant 4 ans et plus, rendu des services essentiels aux ouvriers pour qu'ils puissent développer leur combat "grandiose" contre l'exploitation et la domination bourgeoise; cela ne se voit pas tous les jours !

Pourtant, à moins de croire à une intervention divine, ce qui n'est ni notre cas, ni celui du PCI, on ne peut que rester perplexé. Les secteurs oppositionnels de la bourgeoisie n'auraient-ils pas, par hasard, agi pendant quatre ans en état d'ébriété avancée, donc sans se rendre compte du travail suicidaire pour eux-mêmes qu'ils étaient en train de mener? Aucun élément sérieux ne vient donner corps à cette hypothèse. Peut-être est-ce tout simplement les rédacteurs du "Proletaire" qui, dans leur enthousiasme pour les ouvriers polonais, ont trop forcé sur la vodka polonaise avant de développer leurs arguments ? L'abstinence légendaire du militant bordiguiste au travail, interdit même d'y penser.

## l'origine du miracle

En fait, l'explication de ce "miracle polonais", façon bordiguiste, est bien plus simple et bien plus grave. Le PCI, après Kautsky, après le "Que faire" de Lénine, a toujours défendu la thèse selon laquelle "la classe ou-

vière est spontanément trade-unioniste" et ne peut acquérir une claire conscience des buts et des moyens de sa lutte, sans l'intervention d'un parti extérieur à elle-même. Dans le cadre de cette vision bourgeoise du développement de la lutte et de la conscience du prolétariat, le PCI a toujours défendu l'idée que sans travail préalable d'un Parti marxiste, seul détenteur de la conscience de classe, les ouvriers ne pouvaient développer une lutte et une organisation efficace contre la bourgeoisie. Aussi, confronté au surgissement ouvrier d'août 80, qui mettait à mal ses certitudes invariantes, le PCI s'est retrouvé devant le choix suivant : soit il acceptait de réviser ses thèses de base démenties une nouvelle fois par le mouvement réel, soit il essayait de faire entrer la réalité dans le cadre de ses thèses erronées. Et ce, à "n'importe quel prix" ! Au prix d'un "miracle", d'une transgression d'un de ses principes de base. Entre la "révision" et "l'invariance", le PCI a choisi. Ne pouvant trouver en Pologne l'ombre d'un parti marxiste, il a dû se rabattre sur la seule intervention extérieure à la classe ouvrière qu'il pouvait trouver : celle de l'aile démocratique de l'ennemi de classe. L'ayant trouvée, il pouvait tout à son aise développer un raisonnement créant une continuité factice de classe entre l'embryon bourgeois du syndicat lancé par le KOR avant août 80 et les assemblées de dizaines de milliers d'ouvriers en lutte, qui émissaient, contrôlaient à tout moment et révoquaient si nécessaire leurs délégués. Il pouvait tracer un trait de continuité entre les MKS, structures de centralisation des assemblées ouvrières, véritables organes de combat et la création des MKZ, l'institutionnalisation, sur les racines des organisations ouvrières surgies en août, d'un syndicat "libre" bourgeois, se donnant pour tâche, comme tout syndicat d'obtenir en permanence des réformes illusoires, d'établir des compromis avec le gouvernement à une époque où, comme le dit le PCI "la voie qu'il réformisme, du compromis ne peut mener qu'au précipice".

Il pouvait créer une continuité factice entre le moment où les ouvriers se mobilisaient contre l'Etat, avec des illusions, certes, mais sur leur terrain de classe et le moment où, abandonnant leur sort à l'appareil permanent du "nouveau syndicat", ils se condamnaient à se laisser démobiler sur ce terrain.

## de l'invariance à la révision

Au bout du compte, le PCI, est donc resté fermement accroché à ses thèses sur le Parti, sur la conscience de classe, à ses bavardages sur l'associationnisme ouvrier. Mais, pour cela, il a dû trahir, réviser un principe de classe élémentaire, selon lequel "intérêts de la bourgeoisie et intérêts du prolétariat sont antagoniques". Il lui a fallu transformer un organe bourgeois, Solidarnosc, en organe prolétarien.

Ainsi, malgré lui, il a apporté sa pierre à toute la campagne de la bourgeoisie occidentale sur Solidarnosc, qui visait en Pologne à désarmer les ouvriers et à crédibiliser ailleurs la nature soi-disant ouvrière de ses syndicats.

En centrant par ailleurs toutes les questions de la lutte en Pologne, sur l'absence d'un parti marxiste, il a, malgré ses déclarations internationalistes, détourné l'attention des prolétaires des véritables enjeux de la situation, de la nécessité de rentrer à leur tour en lutte, de ne pas laisser leurs frères de classe se battre seuls face à la bourgeoisie mondiale. Il a, malgré lui, apporté sa petite pierre à l'édifice bourgeois visant à faire de la "crise polonaise une affaire à régler entre polonais". Il a démontré une fois de plus que lorsque la lutte de classe s'exacerbe, les groupes révolutionnaires ne peuvent sans graves conséquences, concilier la défense des positions de classe avec le maintien de thèses bourgeoises dans leur programme.

# CRISE ET GUERRE OU REVOLUTION

Suite de la page 1

De tous les grands moments du mouvement ouvrier, la lutte de la classe ouvrière en Pologne partage les plus grandes faiblesses qui les ont caractérisées chacune :

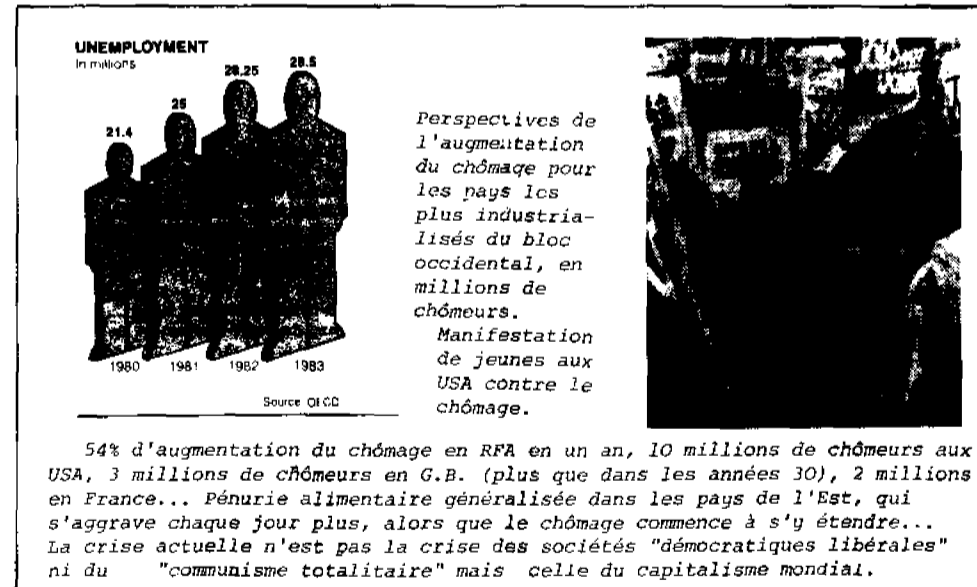
-de l'insurrection de 1848, la jeunesse du mouvement où comme le dit Marx "de la même manière que les ouvriers croyaient pouvoir s'émanciper aux côtés de la bourgeoisie libérale, ils croyaient pouvoir s'émanciper dans le cadre national";

-de la commune de Paris, l'isolement;

-de la révolution russe, le fait que le mouvement ne se déroule pas dans un pays clé.

Mais par rapport à tous ces mouvements, la lutte des ouvriers polonais, moment de la lutte internationale de la classe ouvrière possède un avantage vital par rapport à tous ces mouvements: aujourd'hui, nous ne sommes pas dans une situation où l'économie mondiale a encore un avenir devant elle, comme pour la Commune de Paris, ni dans la situation de division et de confusion qu'a pu créer la guerre pour 1917. Aujourd'hui, les conditions objectives de l'unification du prolétariat mondial sont plus que jamais données : même les principales économies du monde s'écroulent dans la crise, et la perspective qui attend ces métropoles est celle de la situation économique de l'Angleterre (3 millions de chômeurs, ce qui dépasse les chiffres des années 30...).

Tout un travail de la bourgeoisie sur la lutte de classe en Pologne a été d'en faire un cas d'espèce qu'elle n'était pas. A l'heure où, depuis le 13 décembre, la répression nous oblige à tirer les leçons profondes de l'expérience ouvrière en Pologne, la bourgeoisie agit encore, par campagnes de solidarité interposées, pour brouiller dans notre conscience le point de vue essentiel : ce n'est pas au niveau de l'expérience de classe de la seule Pologne que les leçons doivent être tirées, mais à celui de l'état de force mondiale de la lutte de classe.



Le problème n'est pas de se braquer sur la Pologne pour voir si et comment la lutte ouvrière peut s'y poursuivre. Mais il est de savoir comment, maintenant, la lutte mondiale de la classe doit se développer, en Pologne comme ailleurs.

Même parler aujourd'hui de défaite ouvrière en Pologne est, sous un aspect déterminant, manquer encore d'une capacité à mettre les réalités dans une perspective non immédiate et locale, et donc entrer dans le piège de la bourgeoisie.

Ce n'est pas réellement en Pologne que se mesure la réussite du coup de la bourgeoisie contre le prolétariat. Là, au contraire, et jusque dans le moment de la répression, la classe ouvrière a montré que la bourgeoisie ne parvenait pas à annihiler la volonté de lutte. Le prolétariat polonais n'a été ni écrasé, et encore moins battu après avoir été entraîné derrière les mensonges de l'Etat capitaliste, quand bien même ceux-ci prenaient les traits perfides d'un Solidarnosc. Là encore, le prolétariat

polonais a continué à se présenter à l'ensemble de la classe ouvrière mondiale comme le phare de combativité qu'il est depuis août 80. Là encore, le prolétariat polonais a signifié par sa résistance à la répression que la bourgeoisie n'a aucune affaire réglée avec la classe ouvrière mondiale et que la perspective de l'affrontement révolutionnaire entre la bourgeoisie et le prolétariat est toujours celle de notre époque.

Non! la Pologne 1981 n'est pas l'Espagne 1936!

La seule lutte des ouvriers polonais a posé plus de questions qu'elle n'y pouvait par elle-même répondre, mais elle est allée aussi loin qu'elle pouvait par ses propres forces.

C'est maintenant le développement de la lutte des ouvriers dans les pays capitalistes majeurs qui pourra seulement dire quelle profondeur réelle, quelle réalité a la "défaite" de décembre 81.

# le mythe de l'aristocratie ouvrière

Cet article tente de dégager, à travers le rappel de la théorie marxiste de la valeur, sous l'angle particulier de la détermination des salaires de la classe ouvrière, que les tenants de la théorie de l'"aristocratie ouvrière" ne se basent sur aucune prémisses économique fondée. La première partie de cet article s'est attachée à exposer brièvement les éléments qui déterminent le salaire réel, c'est à dire la valeur de la marchandise force de travail, et les facteurs qui affectent sa hausse ou sa baisse. (voir RI n°92)

## 3 cas de hausse durable des salaires

Nous pouvons maintenant donner un bref aperçu du mouvement réel des salaires selon les phases ascendante et décadente du capitalisme, et chercher à dégager les causes sous-jacentes de l'augmentation des salaires réels qui s'est produite dans certaines périodes. Il y a trois cas à étudier où les salaires se sont accrus durant une période significative : d'abord, en Europe de 1850 à 1913, l'apogée de la phase ascendante du capitalisme; ensuite dans les colonies d'immigrants comme les USA, le Canada, l'Australie, pendant toute la phase ascendante du capitalisme, et même jusqu'à l'éclatement de la crise mondiale en 1929; troisièmement, dans les sociétés capitalistes avancées durant la période de reconstruction qui a suivi la seconde guerre mondiale et a duré jusqu'en 1967 environ. Dans les deux premiers cas, on assiste à une augmentation exceptionnelle de la valeur de la force de travail; dans la troisième, alors que le prix de la force de travail a indiscutablement augmenté, l'augmentation de sa valeur, elle, est plus discutable (sans parler de la durée bien plus limitée du phénomène).

### LA GRANDE-BRETAGNE A L'APOGÉE DU CAPITALISME

Nous prendrons l'Angleterre pour étudier le mouvement des salaires à l'apogée du capitalisme ascendant parce que c'est à la fois un exemple classique d'une société capitaliste des plus avancées pendant cette période, et que les théoriciens de l'"aristocratie ouvrière" la prennent comme confirmation des idées qu'ils avancent. Entre 1789 et 1900, le mouvement des salaires été le suivant :

#### SALAIRES RÉELS (1900 = 100)

1789-98....58	1859-68....63
1809-18....43	1869-79....74
1820-26....47	1880-86....80
1849-53....57	1887-95....91
	1895-1903....99

(Jürgen Kuczynski, "A short history of labour conditions under industrial capitalism in Great-Britain and the Empire", 1944)

Durant la phase d'accumulation primitive (1789-1826), les lois sur la clôture des terres communales ont eu pour effet de dépeupler la campagne, et la création d'une vaste armée de réserve qui a sévèrement restreint les possibilités d'une lutte de classe effective, ce qui eut pour conséquence un déclin des salaires réels. Ce n'est qu'en 1858 que les salaires réels ont retrouvé le niveau de 1789. Dès lors, et jusqu'après 1900, ces salaires se sont considérablement accrus, en même temps qu'on crût, de façon sans précédent, la productivité et l'intensité du travail, remplaçant la prolongation de la journée de travail comme moyen d'extraire de la plus-value du prolétariat. Ceci, ainsi que, l'expansion rapide des marchés coloniaux due au développement de l'impérialisme anglais à travers le monde, créa la base nécessaire à l'emploi d'une part toujours plus grande de l'armée de réserve.

Ceci coïncidait avec la fin de la période d'accumulation primitive et d'expropriation de la population rurale, ce qui signifiait que la population en surplus ne croissait pas aussi vite que dans la phase précédente. De plus, les immenses possibilités d'émigration qu'offraient les colonies, ont constitué une porte de sortie pour la population excédentaire et limité la taille

de l'armée de réserve. L'ensemble de ces facteurs a créé les conditions optimales pour la lutte de classe du prolétariat pour des augmentations de salaire et des réformes. C'est cette combinaison d'un taux d'accumulation particulièrement accéléré, d'un affaiblissement temporaire de la taille de l'armée de réserve et de la combativité du prolétariat qui explique dans ce cas la hausse de la valeur de la force de travail.

### LES COLONIES D'IMMIGRANTS DANS LA PHASE ASCENDANTE

Dans les colonies comme les USA, le Canada, l'Australie, la hausse de la valeur de la force de travail, qui, en dernière analyse, a bien sûr eu pour moteur la lutte de classe du prolétariat lui-même, avait pour condition préalable l'échelle fantastique de l'accumulation, et plus important encore, la quasi-inexistence d'une armée de réserve (ce qui a duré pratiquement jusqu'à la première guerre mondiale). Le caractère crucial de ce dernier facteur a été mis en évidence par Marx pour expliquer les hauts salaires dans ces pays :

"Quant aux limites de la valeur du travail, leur établissement réel dépend toujours de l'offre et de la demande (...). Dans les pays coloniaux, la loi de l'offre et de la demande joue en faveur du travailleur. D'où le niveau relativement élevé des salaires aux Etats-Unis. Le capital peut tout essayer, il n'empêche pas que le marché du travail se dégarnisse perpétuellement, que les travailleurs salariés se transforment sans tarder en paysans indépendants et se suffisent à eux-mêmes. La situation de travailleur salarié, pour une grande partie du peuple américain, ce n'est là qu'un état transitoire, qu'on abandonne au plus tôt".

(Salaire, Prix et Plus value, Ed. de la Pléiade p.530).

La non existence d'une surpopulation massive, due à la facilité à obtenir des terres à bon marché, a eu pour effet que dans ces pays, le capital était extrêmement dépendant de la croissance de la productivité du travail comme moyen d'extraire de la plus-value. Ceci a participé aussi à l'établissement de conditions plus favorables pour l'accumulation, élargissant les bases économiques objectives d'une augmentation de la valeur de la force de travail.

### LA PERIODE DE RECONSTRUCTION D'APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Durant la période de reconstruction après la seconde guerre mondiale, une hausse des salaires réels a eu lieu à la suite d'une chute libre du niveau de vie du prolétariat qui a commencé avec l'éclatement de la crise de 1929. La destruction massive de capital excédentaire qu'a produite la guerre, a créé la base économique d'une période de reconstruction durant laquelle l'échelle de l'accumulation s'est développée de façon significative. A cet accroissement, il faut ajouter les conséquences d'une destruction sans précédent de la population excédentaire dans la boucherie interimpérialiste, c'est-à-dire une forte contraction de l'armée de réserve pendant une période considérable. Cette combinaison d'un taux d'accumulation temporairement élevé et d'un amoindrissement de l'ar-

mée de réserve a jeté les bases objectives d'une hausse des salaires réels durant cette période. Cependant, l'allongement considérable de la journée de travail dû aux heures supplémentaires obligatoires, et l'accroissement des cadences à un rythme meurtrier qui a intensifié le travail jusqu'à un point de rupture (les deux étant des caractéristiques de cette période) ont

été tels qu'on peut se demander si cette hausse des salaires réels a été suffisante pour compenser la détérioration de la force de travail que ces conditions ont créée. Bref, il est tout à fait évident qu'en dépit de la hausse temporaire des salaires réels, la force de travail a été payée en-dessous de sa valeur, c'est à dire en-dessous des coûts de son entretien.

## les différences salariales selon les nations

Il faut maintenant examiner les différences nationales existant entre les salaires, puisque telle est la base sur laquelle les théoriciens de l'"aristocratie ouvrière" étaient en grande partie leur point de vue selon lequel le montant plus élevé des salaires des ouvriers des pays avancés trouve sa source dans les miettes qu'ils recueillent des super-profits faits sur le dos des masses laborieuses moins payées des colonies et semi-colonies.

Bien qu'il soit exact que le taux de profit soit plus élevé dans les pays sous-développés où la composition organique du capital est plus faible, c'est de loin éclipsé par la masse de profit bien supérieure, produite par les ouvriers des pays avancés, précisément à cause de la haute composition organique du capital dans ces pays (à laquelle il faut ajouter les effets de la péréquation des taux de profit qui oeuvre à l'avantage de ces mêmes pays).

Ce qui est plus important encore, par rapport à ce que nous cherchons à démontrer ici, c'est que le taux de plus-value, c'est à dire le taux d'exploitation des ouvriers est bien plus élevé dans les pays avancés que dans les pays arriérés. C'est seulement parce que l'ouvrier des pays avancés est plus exploité que celui des pays arriérés que son salaire réel est plus haut.

"Plus un pays est productif par rapport à un autre sur le marché mondial, et plus les salaires, comparés aux autres pays, y seront élevés. Ce

n'est pas seulement le salaire nominal, mais aussi le salaire réel qui est en Angleterre plus élevé que sur le continent. L'ouvrier mange davantage de viande, satisfait davantage de besoin... Mais il n'est pas plus élevé en proportion de la productivité des ouvriers anglais".

(Marx. Théories sur la Plus-value, Tome 2. Ed. Sociales, p. 9.10).

Au taux supérieur d'exploitation et à la plus grande productivité des ouvriers dans les métropoles, il faut ajouter la modification importante de la loi de la valeur qui en résulte :

"Dans son application internationale, la loi de la valeur est encore plus profondément modifiée, parce que sur le marché universel, le travail national plus productif compte aussi comme travail plus intense..."

(Marx. Le Capital, Livre I, Ed. de la Pléiade, p. 1060).

Donc, sur le marché mondial, non seulement le travail de l'ouvrier des métropoles est plus productif que celui de l'ouvrier des colonies, mais il crée également plus de valeur puisqu'il compte pour plus intensif. Ces facteurs ajoutés à la taille considérable de la surpopulation dans les pays arriérés (et de son impact sur le rapport de force entre capital et prolétariat dans ces pays) ainsi qu'aux résultats historiquement différents de la lutte de classe, déterminent les salaires extrêmement bas des colonies et les salaires plus hauts des pays avancés.

## les salaires relatifs

Les théoriciens de l'"aristocratie ouvrière" ne voient que la question des salaires réels (à laquelle ils finissent par ne rien comprendre) et ignorent totalement la question très importante des salaires relatifs. Marx souligne l'importance des salaires relatifs pour comprendre la situation des ouvriers salariés dans la société capitaliste :

"Or ni le salaire nominal, c'est à dire la somme d'argent pour laquelle le travailleur se vend au capitaliste, ni le salaire réel, autrement dit, la somme des marchandises qu'il peut acheter pour cet argent, n'épuisent les rapports impliqués dans le salaire. Le salaire est aussi, et avant tout, déterminé par le rapport où il se trouve avec le gain, avec le profit du capitaliste. C'est le salaire proportionnel, relatif. Le salaire réel exprime le prix du travail par rapport à celui des autres marchandises; le salaire relatif, en revanche, exprime le prix du travail immédiat par rapport à celui du travail accumulé, la valeur proportionnelle du travail salarié et du capital, la valeur changeante de la part respective du capitaliste et du travailleur".

(Travail salarié et capital, Ed. de la Pléiade, p.218).

Marx continue en montrant que les salaires relatifs peuvent diminuer, même si les salaires réels augmentent; et dans ce cas,

"Le pouvoir de la classe capitaliste sur la classe laborieuse a grandi, la position sociale du travailleur s'est dégradée, elle est encore descendue d'un échelon par rapport à

celle des capitalistes".

(Ibid., p. 219).

C'est précisément cette situation qui caractérise la classe ouvrière anglaise à l'apogée du capitalisme.

#### SALAIRES RELATIFS

	Production industrielle	Salaires Relatifs	Part des capitalistes
1859-68	51	124	81
1869-79	66	111	89
1880-86	83	96	104
1887-95	96	95	105
1895-1903	105	94	106

(Kuczynski, idem)

Durant cette période donc, la classe ouvrière reçoit une part toujours plus petite des vastes richesses créées par sa propre force de travail, alors que les théoriciens de l'"aristocratie ouvrière" la considèrent comme un instrument corrompu de la réaction. L'incapacité totale de ces "théoriciens" à comprendre le sens et la signification des salaires relatifs est liée à leur incapacité à saisir la nature de la plus-value elle-même.

Le raisonnement simpliste de ces théoriciens de l'"aristocratie ouvrière", qui ne tient pas compte de la loi de la valeur qui détermine, en dernière instance, le mouvement des salaires dans la société capitaliste, doit être clair maintenant ! La théorie de l'"aristocratie ouvrière", avec ses conclusions politiques anti-ouvrières, constitue une mystification que les marxistes révolutionnaires doivent résolument combattre.

Mc. Intosh

(Traduit d'Internationalism n°30)

# la bourgeoisie renforce sa machine de guerre

(suite de la p.8)

cela ne peut être que la plus grande preuve que le système dans lequel elle est contrainte d'évoluer, a fait faillite.

Est-ce un hasard si l'effort d'armement se poursuit au même rythme que l'approfondissement de la crise économique mondiale, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest ? Sûrement pas ! Crise économique et effort d'armement entretiennent un rapport si étroit qu'ils s'engendrent et s'aiguisent mutuellement.

Cette pression, cette nécessité de la guerre mondiale que vit aujourd'hui la bourgeoisie mondiale, sans pouvoir s'y soustraire sous la poussée des contradictions économiques de son système, est encore renforcée par le poids que représente l'effort d'armement dans la crise économique des deux blocs.

De plus, le niveau actuel de la crise économique rend aujourd'hui impossible les politiques d'armement qui ont dominé durant les trois dernières décennies, où tous les dix ans, les deux blocs devaient renouveler et moderniser une grande partie de leur armement.

Aujourd'hui, la bourgeoisie, à l'Est et à l'Ouest, consent à de nouveaux sacrifices immenses pour encore accélérer le développement de l'armement mais le matériel de destruction qui est produit

en ce moment ne peut être destiné à la "casse". Il devra servir, d'une certaine manière être "rentabilisé" dans son utilisation car la bourgeoisie ne peut plus se payer le luxe d'un matériel militaire destiné à disparaître. C'est cela la décadence et l'absurdité de cette société capitaliste.

## 2-LES neutralistes anti-nucléaires

L'axe de combat du mouvement "pacifiste" s'établit autour de la lutte pour la "limitation de l'armement nucléaire". Pour ce mouvement animé par la social-démocratie, le "neutralisme" et la limitation des armements à un "armement

taille, en matière d'armes atomiques, à faire face à l'Est sans déployer de nouvelles fusées". (E. Eppler, SPU cité dans Liberation du 12/10/81).

Cette conception est à la base du mensonge qui a prévalu pendant toutes les années de reconstruction d'après-guerre où la construction de super bombes atomiques était présentée comme la garantie de la paix mondiale. Le développement de la situation mondiale et de l'armement a radicalement balayé dans les faits ce mensonge. L'armement nucléaire n'a pas été, dès ses premiers jours, conçu comme une garantie de la paix mondiale mais comme le moyen de la guerre moderne, un moyen de guerre à l'échelle des antagonismes mondiaux. Ce n'est pas l'armement classique qui a intégré l'armement nucléaire comme force de "dissuasion" mais l'armement nucléaire qui a intégré et révolutionné l'armement classique. Le niveau actuel de l'armement moderne le montre par le pont qui a été établi par toute une série d'armes intermédiaires nucléaires, a pouvoir de destruction limité qui s'échelonne entre les chars et les super bombes atomiques.

Du point de vue social lui-même, c'est-à-dire du point de vue des révoltes sociales que pourrait provoquer une nouvelle guerre mondiale, le général Beaufre, éminent tacticien du bloc occidental, montre comment même l'armement nucléaire échelonné a été conçu comme le moyen de la guerre mondiale.

Le général Beaufre critique le point de vue selon lequel il faudrait retourner à un armement classique en déclarant :

"La guerre classique évoluerait alors vers des formules d'usure mettant en jeu la puissance démographique et industrielle des Etats, comme on l'a vu se produire pendant les deux grandes guerres mondiales du XXème siècle... Une telle épreuve prolongée ne manquerait pas de donner naissance à des phénomènes révolutionnaires... Comme en Russie 1917, comme en Allemagne 1918, la défense militaire pourrait être menée de l'intérieur et entraîner un effondrement du système politique et social". ("La guerre classique, Flammarion, p.24)

On ne saurait être plus clair !  
Prnrat.  
(1) cité dans "Radioscopie des USA"  
F. Grapin X. Calmann-Lévy, p.182

## C'EST LE CAPITALISME, L'AFFAMEUR

"Les remèdes à la malnutrition mondiale sont avant tout politico-économiques, car les disponibilités alimentaires mondiales n'ont jamais atteint, globalement, une telle abondance". (UNICEF. Colloque du 19 mai 1981 - cité dans "Le Monde" du 19.01.82)

"La production actuelle de céréales à elle seule pourrait fournir à chaque homme, femme et enfant, plus de 3 000 calories et de 65 grammes de protéines par jour, ce qui est bien supérieur aux besoins, même calculés largement. Pour éliminer la malnutrition, il suffirait de réorienter réellement 2 % de la production céréalière mondiale vers ceux qui en ont besoin". (Banque mondiale : "Rapport sur le développement dans le monde", "Le Monde" du 19.01.82)

Malgré la part dominante et considérable du travail humain consacré à la production d'armement, l'humanité est aujourd'hui capable de produire assez pour nourrir l'ensemble de la population mondiale.

Toutes les sociétés, esclavagistes ou féodales, jusqu'à l'avènement du capitalisme, ont été dominées par la pénurie; les bases matérielles pour l'émancipation des hommes n'existaient pas.

C'est dans le cadre du système capitaliste que les bases matérielles se sont développées et sont arrivées plus qu'à maturité. Mais dans le cadre d'un système d'exploitation, d'un système marchand, cette capacité de l'humanité à subvenir à ses besoins se traduit par une surproduction dont l'armement, les guerres et la famine sont l'expression directe.

L'humanité est soit capable de se libérer totalement, soit de se détruire totalement.

classique" d'un côté et des armes nucléaires très puissantes, dites de "dissuasion", comme c'était le cas dans les années 60, serait la garantie de la paix mondiale.

Ainsi le mouvement pacifiste réintroduit par ce biais la conception qu'il prétend combattre, c'est-à-dire que l'armement nucléaire est une garantie de la paix. C'est ce que déclarait par exemple un des animateurs du mouvement pacifiste lors d'une des plus grandes manifestations pacifistes à Bonn le 12/10/81.

"L'occident, de toutes façons, est de

## réunions publiques

du mois de février  
sur le thème

**CONTRE LES CAMPAGNES BOURGEOISES DE "SOLIDARITE AVEC LA POLOGNE": LA VRAIE SOLIDARITE DE CLASSE**

VOIR LES DATES ET LIEUX CI-DESSOUS

### AIX-EN-PROVENCE

Permanence, le 10/2/82 de 18h à 19h au Café de "La Madeleine", place des Prêcheurs.

### BORDEAUX

Réunion Publique le 13-2-82 à 17h au Café Victor Hugo, 52 Cours Victor Hugo.

### CLERMONT-FERRAND

Réunion Publique le 26/2/82 à 20h30 à l'ancien Lycée Blaise Pascal.

### GRENOBLE

Réunion Publique le 12/2/82 à 21h 6 rue Hector Berlioz.

### LILLE

Reunion Publique le 6/3/82 à 14h30 23 rue Gosselet (MNE).

### LYON

Réunion Publique le 26/2/82 à 21h au 3 rue Diderot, Lyon 1er  
Permanence le 24/2/82 à 18h, même adresses que la RP.

### MARSEILLE

Réunion Publique le 5/3/82 à 21h au 205 rue Ste Cécile-13005-  
Permanence le 12/2/82 de 18h à 19h à "L'Artistic Bar", 4 Cours Joseph Thierry.

### MONTPELLIER

Réunion Publique le 13/2/82 à 17h, salle Lagerbe, 17bis rue Chaptal.  
Contact-diffusion, le 2<sup>e</sup> samedi de chaque mois de 10h30 à 12h, Place du Marché.

### NANTES

Réunion Publique le 13/2/82 à 17h au Centre Social des Bourderies.  
Permanence le dernier mercredi du mois à 20h30 au bar de l'Hôtel de Ville à

### Nantes-Chatenay.

Contact-diffusion le 2ème samedi du mois de 10h30 à 11h30 au marché de la Petite Hollande.

### PARIS

Réunion Publique le 13/2/82 à 17h au 27 avenue de Choisy-PARIS 13ème-salle verte.  
Permanences tous les samedis sauf celui de la RP à 16h au même endroit.

### SAINT-ETIENNE

Réunion Publique le 20/3/82 à 14h30 au Centre Coligny, 19 rue E.Reclus.

### TOULOUSE

Réunion Publique le 26/2/82 à 21h à la Cité Universitaire de l'Arsenal, Bat.2.  
Permanence tous les vendredis sauf celui de la RP à 18h30 au bar "Le Colbert" avenue de St.Exupéry, Pont des Demoiselles.  
Contact-diffusion au marché sur le boulevard (près de la place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux Pucés (St Sernin) le 2ème dimanche du mois de 11h à 13h.

## Courrier

NOUS ATTENDONS DE CEUX QUI NOUS LISENT DES LETTRES, DES TEXTES OU ILS EXPERIMENT LEURS REACTIONS, LEURS OPINIONS SUR NOTRE INTERVENTION, SUR TOUS LES PROBLEMES QUE SOULEVE LA LUTTE DE LA CLASSE AUJOURD'HUI.  
EN CETTE PERIODE ENCORE TROUBLE OU MURIT LA FORCE QUI VA BOULEVERSER L'HUMANITE, LA DISCUSSION EST UNE NECESSITE VITALE.

DANS CE BUT, NOUS AVONS OUVERT NOTRE JOURNAL A UN COURRIER DU LECTEUR OU NOUS PUBLIONS CES CONTRIBUTIONS, AVEC NOTRE REPONSE.

## publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)  
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)  
BP 13  
Bruxelles 31  
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)  
P.O. BOX 961  
Manhattanville Station  
365 West 125th Street  
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO  
Apartado 20674, CARACAS  
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION  
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM  
SWEDEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE  
R.I.  
BP 581  
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE  
CP 469  
80 100 NAPOLI  
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)  
Postbus 11549, 1001 GM  
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION  
BM BOX 869  
LONDON WC 1 N, 3 XX  
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION (RFA)  
Postfach 410308, 5000 KÖLN 41

## brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F)
- Nation ou classe (4 F) (épuisé)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F)
- Organisations communistes et conscience de classe (4 F)
- La décadence du capitalisme (10 F)
- Le TROTSKYSME (6 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (4 F) (recueil d'articles)
- L'Etat dans la période de transition (12 F)

Directeur de Publication : D.VAN CEIJSI  
N° de Commission Paritaire : 54 267

DTP/USE PAR LES HMPP

Imprimerie G. TAUPIN, 4, passage Dieu  
PARIS 20ème.

## abonnements

ABONNEMENTS COUPLES  
12 numéros du journal et 4 numéros  
La REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER PAR AVION  
100 F 110 F

ABONNEMENTS SIMPLES  
12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION  
55 F 70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION  
110 F 110 F 140 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION  
60 F 70 F 90 F

Abonnements et versements à :  
R.I. CCP 2023302 X PARIS

# révolution internationale

## LA BOURGEOISIE PARLE DE PAIX ET DE DESARMEMENT

### POUR MIEUX RENFORCER SA MACHINE DE GUERRE

■ Si l'on doit faire un bilan des 80 dernières années de l'histoire des hommes, on est contraint de reconnaître que les plus grandes réalisations du système mondial sont, avec les deux dernières guerres mondiales, les armements modernes :

"Les puissances nucléaires ont de quoi faire sauter trente fois la planète et leur stock correspond à l'équivalent de 5 tonnes d'explosifs placés sous les pieds de chaque être humain... Le potentiel de destruction des arsenaux a été multiplié plusieurs millions de fois en 25 ans..."

Environ 600 milliards de dollars ont été dépensés en 1981 pour l'armement soit près de 700 millions d'anciens francs par minute. Selon le SIPRI, si la cadence continue, la quasi-totalité des ressources de la terre seront bientôt consacrées au service de la guerre".

(Le "Monde" du 26/1/82)

Belle réussite historique ! Cela, c'est une réalité, ce sont des faits objectifs qui se couplent avec la réalité tout aussi tangible de la crise économique mondiale. Et le "désarmement", dans le cadre du capitalisme mondial, de Moscou à Washington, c'est une baudruche, un mythe, une illusion chez certains, un mensonge pour les autres !

#### les conférences sur le désarmement

Sur ces conférences que mènent depuis la fin de la seconde guerre mondiale les dirigeants des pays de l'Est et de l'Ouest, on ne saurait être plus clair que l'ex-président des USA, Carter :

"Tous les précédents accords SALT ont en fait abouti à des limitations qui se situent à un niveau si élevé qu'elles n'ont fait que codifier une compétition intensifiée et une croissance massive et continue des armes nucléaires". (1)

Cela est vrai pour toutes les conférences qui se sont déroulées jusqu'à aujourd'hui comme de celle qui se déroule en ce moment à Genève. Ces conférences sur le "désarmement" sont des négociations qui ponctuent et rythment le développement d'un armement massif et elles ne peuvent pas être autre chose.

C'est dans ces conférences que se dessine du point de vue de l'armement le plus court et le plus efficace chemin vers la guerre mondiale.

Le cadre et les préparatifs de l'actuelle conférence de Genève sur la "limitation des armements" illustrent, on ne peut mieux, cette réalité :

"USA, Washington : le sénat a battu un record historique, le 4 décembre, en votant 208 milliards de dollars pour le budget de la Défense pour 1982. Jamais une loi financière américaine n'avait atteint un tel montant. Ce chiffre est supérieur de 8 milliards de dollars aux exigences du Président Reagan".

(Le "Monde" du 9/11/81)

Il est intéressant de noter ici qu'au-delà des apparences et des déclarations de désaccords entre les "aigles" et les "colombes", la "droite" et les "démocrates", l'unité est totale :

"L'opposition démocrate ne s'est guère battue contre ce budget militaire d'un montant sans précédent en temps de paix... Certains démocrates se sont même montrés plus royalistes que le roi plaçant pour des dépenses auxquelles Mr Reagan avait dû renoncer" (idem).

#### les négociations sur l'armement et la concurrence militaire

Dans la mesure où l'essentiel des rapports entre les deux grands blocs des nations, Est et Ouest, s'axent autour des rapports de forces militaires et qu'aucune expansion du marché mondial totalement partagé ne peut solutionner cette situation, l'antagonisme et la concurrence militaires sont devenus le cœur de l'opposition et de la concurrence mondiale.

Bien que plongeant ses racines dans la bataille pour la domination du marché mondial, le développement de l'armement obéit à ses lois propres, possède une dynamique propre qui le pousse à occuper une place de plus en plus prépondérante par rapport à l'ensemble de la production. Les lois de cette dynamique sont les lois de la concurrence militaire qui contraignent chaque protagoniste à répondre, à gagner du terrain, à chaque accumulation, création ou avancée technologique en matière d'armement de ses adversaires.

Ainsi, à la concurrence économique entre nations qui poussait à l'accumulation de capital sous forme de forces productives et de matières premières -situation dominante au siècle dernier- a succédé une situation où la question de l'opposition militaire est devenue le principal aiguillon d'accumulation de l'investissement de travail humain, pour en arriver au point où :

"Le monde consacré à des fins militaires une somme de ressources supérieures



à ce qu'était la production mondiale en l'année 1900". (Armement et désarmement à l'âge nucléaire. Documentation Française, n°4456, P13).

De plus, le domaine militaire absorbe : le tiers de la dépense mondiale en matière de recherche et de développement. (idem)

Dans cette situation mondiale, qu'il y ait "négociation" n'enlève rien au fait que les deux "super-puissances" autour desquelles s'axent tous les conflits mondiaux, se livrent à une concurrence militaire acharnée, au contraire :

"Il était économiquement et techniquement indispensable aux partenaires (URSS, USA) à partir d'un certain niveau de dépenses de fixer les limites et les règles du jeu" (idem).

Voilà en résumé tout ce qu'on peut attendre de ces conférences sur la "limitation des armements" qui sont à la fois la négociation des termes et des conditions de la guerre mondiale et de la poudre aux yeux pour le public :

"Chaque fois que les deux super-puissances se sont aperçues que les recherches militaires ou l'utilisation d'une technique nouvelle conduiraient à une impasse, à grands renforts de publicité, ils se sont entendus pour signer un accord et pour le présenter comme un grand pas vers la paix universelle" (idem)

#### les "pacifistes" et l'armement

Nous ne sommes pas les seuls à tirer un bilan de la situation mondiale et historique actuelle au travers de la question de l'armement. Les "humanistes", les "libéraux" ou croyants en tout genre s'emparent aujourd'hui de la question, soit pour se lamenter, et la tête entre les mains "désespérer de l'homme", soit

pour partir en "guerre" contre les abus d'une telle situation.

Les premiers sont peut-être les plus ennuyeux mais les moins dangereux, les seconds animent les campagnes pacifistes et entretiennent l'illusion que le monde peut vivre en paix dans le cadre des lois qui le dominent aujourd'hui. Dans les deux cas, la nature du système qui a enfanté un tel monstre militariste n'est nullement remise en question. Bien au contraire, il s'agit de préserver le système, de le "réformer". Parmi ceux-là, nous pouvons déjà distinguer les économistes :

#### 1-Les économistes :

Comme référence, nous prendrons l'économiste américain Galbraith qui déclare :

"La course aux armements ne renforce pas les institutions libres, notre régime de libre-entreprise. Au contraire, elle l'affaiblit gravement... Ces dépenses ont contribué à notre déclin industriel... C'était notre force économique et non notre force militaire qui a assuré, à la fin de la seconde guerre mondiale, notre position mondiale. Les dépenses militaires se font aux dépens de cette force économique (Le Monde du 9/12/81).

Pourquoi le capitalisme, à l'Est et à l'Ouest, a mis au monde un tel monstre militariste, qui menace et notre existence immédiate et l'avenir de l'humanité, imposant à celle-ci de croupir dans la misère et la médiocrité, il n'en est nulle part question. Que la "force économique" des USA à la fin de la seconde guerre mondiale, n'ait pu être gagnée que sur la base des destructions de la 1ère et de la 2ème guerre mondiale, reconstructions assurées par un sur-armement pendant que l'URSS pillait les pays de l'Est, que le système militariste actuel ne soit nullement né d'aujourd'hui, mais qu'il soit le produit de l'histoire mondiale depuis la 1ère guerre mondiale, tout cela n'effleure pas la pensée de notre brillant économiste. Tout cela ne doit pas exister puisqu'il ne faut pas remettre en cause le système.

Galbraith veut bien voir, et à juste raison, que l'effort d'armement approfondit gravement la crise économique, qu'il en est un des facteurs essentiels d'accélération mais il ne voit pas, aveuglé par son souci de préserver le système, que l'immense accumulation d'armements moderne et la place qu'elle occupe dans la production mondiale ne peut être l'expression que d'une crise profonde et historique d'un mode de production mondial décadent.

Quand le principal effort de l'humanité est consacré à sa propre destruction,

Suite page 7

## REVOLUTION INTERNATIONALE

### est la publication en France du Courant Communiste International

#### nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttres de libération nation-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

#### ■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.